

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4409 - Mercredi 28 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

DON DE SANG :

49 poches collectées à Ngazidja



Image d'archive

SECTEUR BANCAIRE

Money Banking, la BDC diversifie ses partenaires

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

**08 Dhoul hedj 1444
Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Juin 2023**

Lever du soleil:

06h 26mn

Coucher du soleil:

17h 51mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 06mn

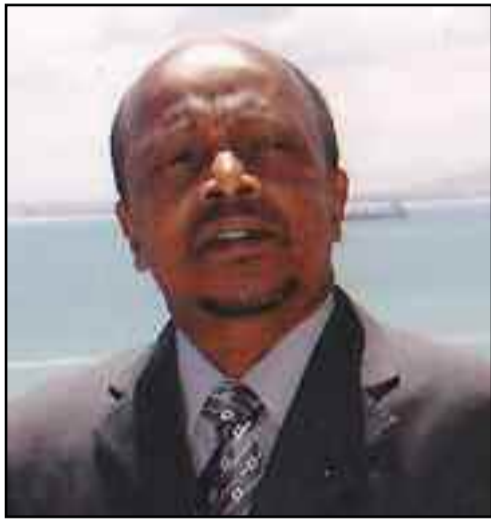
Maghrib: 17h 54mn

Incha: 19h 08mn



PRÉSIDENTIELLES 2024

Abdou Soefo crée son parti et se jette dans la bataille



L'ancien ministre des affaires étrangères du premier régime d'Azali Assoumani et cofondateur du parti Radhi dont il a claqué la porte en 2019, Abdou Soefo crée son propre parti politique et se lance officiellement dans la course des prochaines présidentielles. L'annonce a été faite au cours d'un rassemblement de ses partisans tenu dans sa localité de Ntsinimoichongo au sud de Ngazidja.

L'ancien bras droit du président Azali Assoumani, Abdou Soefo dit être prêt à se jeter dans le grand bain de la présidentielle. C'est ce qu'il a déclaré dans un rassemblement public dans son village natal de Ntsinimoichongo. Le co-fondateur du parti

Radhi de l'actuel ministre de la production et dont il claquera la porte en 2019, estime que le temps est venu pour qu'il lance sa propre formation politique. « Nous avons organisé et mené plusieurs réflexions. Et voici aujourd'hui les résultats. Je vous annonce la naissance de notre parti politique dénommé TSASI », a-t-il lancé devant l'assistance.

D'après-lui, si l'annonce de ce parti a été tardive, c'est qu'il y avait un travail de coulisse visant à chercher des alliances avec des formations qui partagent les mêmes lignes politiques. L'ancien cacique de la CRC assure qu'il ne se présente pas les mains vides. Sa formation s'est dotée d'une vision politique plus large qui touche à tout, l'économie, la crise de l'eau, de l'énergie, de la santé. « Notre

formation politique est un parti de progrès, de développement », a-t-il fait savoir.

« L'atmosphère politique dans le pays n'est pas saine en termes de libertés », a-t-il souligné. A l'en croire, le pays est en crise non seulement avec les difficultés quotidiennes auxquelles les comoriens sont confrontés, mais c'est la République qui est d'après-lui menacée. A noter qu'à l'heure actuelle, l'ancien élu de la région de Ngwengwe n'est pas le seul à se lancer dans la course. Assoumani Saandi, autre cadre de la région de Mbadjini et leader de Naribarikishe ye komori a déjà annoncé sa candidature aux prochaines présidentielles de 2024.

Maoulida Mbaé

PRÉSIDENTIELLES 2024

Saandi Assoumani publie son « pacte » avec le peuple

Une semaine après avoir officialisé sa candidature pour les prochaines présidentielles, l'économiste Saandi Assoumani vient de rendre public son « nouveau pacte pour le changement des Comores ». Un document d'une douzaine de pages dans lequel, le candidat pose le diagnostic du pays avant de livrer ses propositions pour son redressement.

C'est un diagnostic sans concession que l'économiste et candidat aux prochaines présidentielles, Saandi Assoumani livre dans sa vision politique : « un nouveau pacte pour le changement des Comores ». Dans ce document, ce haut cadre du pays qui a passé l'essentiel de sa carrière à l'international lance une alerte de détresse dans presque tous les domaines, au point qu'il estime qu'il y a l'urgence d'agir. Car le pays, d'après-lui, vit une crise de confiance qui fragilise l'unité nationale et enlève la confiance envers les institutions légitimes et impartiales du pays. « La vérité aujourd'hui est qu'il ne reste plus grand-chose du

pacte républicain qui lie les citoyens aux institutions. Les comoriens vivent le sentiment d'un pouvoir usurpé, une gouvernance faite à leur dépens et au service d'un clan », a-t-il souligné.

Autre crise laquelle, est cette détresse économique qui serait toujours d'après-lui à son comble avec un quotidien qui devient un enfer pour le comorien. Même constat, pour le système éducatif qui est à l'en croire à l'agonie, se transformant en une machine à produire l'échec. Tout comme le système de santé qui serait à l'abandon provoquant un afflux de nos malades vers les pays de la sous-région. « Notre jeunesse vit dans le désarroi, le désespoir, et l'angoisse, face à un chômage structurel sans réponse crédible de la part de l'Etat au-delà des slogans mensongers – Elle devient une cible facile pour les manipulateurs et marchands d'illusion qui les captent vers les réseaux illégaux d'émigration vu par beaucoup comme le seul chemin de réussite », a-t-il déploré.

Que faire face à ces innombrables défis. « L'urgence est d'apaiser

le pays, taire les rancœurs, réconcilier les comoriens avec leurs institutions, rétablir un Etat de droit et des institutions démocratiques, redéfinir le projet décentralisation, faire une remise à niveau des infrastructures prioritaires et des services de base (...) », a-t-il estimé.

Sur « le chemin vers le changement possible », qu'il propose, il envisage trois plans d'urgence : un plan spécial pour l'égalité des territoires, un plan spécial pour l'emploi des jeunes et un plan spécial santé. Parmi les réformes phares que cet ancien ministre de l'île de Ngazidja compte réaliser une fois élu, c'est, la lutte contre la corruption ainsi que la réduction drastique du train de vie du gouvernement. A commencer par le salaire du chef de l'Etat qui doit être indexé à un salaire minimum à instaurer. « On doit mettre fin aux pratiques insensées mais sanctuarisées comme les fonds spéciaux, les tickets d'essence à distribuer, la myriade d'indemnité non justifiées, la pléthore de voitures de fonction (...) Les émoluments des anciens présidents et anciens gouverneurs seront supprimés », a-t-il noté.



Autre promesse, c'est la construction d'une nouvelle capitale économique à Anjouan et une ville touristique d'une centaine d'hôtel à Mohéli. En ce qui concerne la politique extérieure, l'ancien collaborateur d'Azali Assoumani, promet une diplomatie d'intérêt et non d'idées.

Pour les relations avec la France, « je traiterai avec le plus grand égard qui convient, mais ne ferais aucune complaisance sur la question de l'intégrité territoriale de notre pays. »

Maoulida Mbaé

EXAMENS NATIONAUX :

Ils sont 18 523 candidats pour le concours d'entrée en sixième

Le concours d'entrée en sixième est prévu de se dérouler ce samedi 01er juillet. Il s'agit d'un examen qui leur donnera accès aux lycées et collèges de l'enseignement secondaire sur l'ensemble du territoire. Pour cette année, l'Office National des Examens et Concours (ONEC) a retenu 8392 à Ngazidja, 8343 Ndzuani et 1788 Mwali.

Le dernier arrêté N°23-010/MENERSFIP/CAB publié par le ministère de l'éducation a porté modification

la date retenue pour le déroulement de l'examen du passage en sixième. Ainsi les 18 523 candidats vont commencer les épreuves écrites à partir de samedi prochain. L'organe en charge de l'organisation des concours et examens se dit prêt pour l'aventure quant à l'organisation et les mesures sont les mêmes chaque année.

En ce qui concerne le baccalauréat, l'épreuve facultative du dessin est fixée au 07 juillet prochain et les épreuves écrites du baccalauréat général se dérouleront du 9 au 12 juillet. Le baccalauréat technique se tiendra quant à lui du 9 au 14 du même mois. Les épreuves d'éducation physique et sportive sont fixées du 13 au 22 juillet pour la pratique et le 23 juillet pour la théorie. La correction des copies et le délibéré se dérouleront du 14 au 22 juillet. A ce niveau, les candidats appelés au second tour du baccalauréat se mettront aux oraux du 31 juillet au 3 août prochain. La délibération pour le 2e groupe est prévue pour le 5 août.

En ce qui concerne les candidats en course pour le brevet d'études du premier cycle (BEPC), ils vont commencer les épreuves écrites du 18 au 20 juillet prochain. Pour les épreuves d'EPS, elles se dérouleront du 23 au 25 juillet. La correction dudit examen est prévue du 22 au 26 juillet. Et le délibéré du premier

groupe est fixé le 1er août prochain. Pour les candidats autorisés passeront aux épreuves orales du 4 au 6 août et quant au délibéré est prévu le 8 août prochain.

Kamal Gamal

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

DON DE SANG :

49 poches collectées à Ngazidja

Comme tous les ans, à chaque journée du donneur de sang, l'hôpital El-Maarouf ouvre ses portes pour les volontaires. Cette année, la journée internationale organisée par l'Oms en partenariat avec l'unité de transfusion sanguine du CHN El-Maarouf a permis de collecter 49 poches de sang.

Aux Comores comme partout ailleurs les besoins pour soigner des malades nécessitent des foies du sang. Ce don est un acte volontaire et surtout anonyme. À cet effet, chaque 14 juin, le

laboratoire d'El-Maarouf ouvre ses portes à ces personnes aux âmes charitables qui veulent contribuer à la survie des autres. Le responsable de l'unité transfusion sanguine au CHN El-Maarouf Djamaledine Mohamed a salué l'engagement des volontaires qui ont participé avec engouement à cet acte de générosité. « Cette opération nous a permis de collecter 49 poches. Aucune poche n'a été infectée. Seulement deux des poches avaient un volume insuffisant », a-t-il avancé.

Le slogan utilisé cette année était « sang, plasma : partageons la

vie, donnons souvent! ». Ce slogan souligne le rôle que chaque personne peut jouer en faisant le don précieux de sang ou de plasma pour créer un stock sûr et durable en sang et en produits sanguins qui puisse être toujours disponible pour tous les patients qui en ont besoin. Pour mémoire, d'après ce chef de service, la quantité de stockage habituelle est de 70 à 80 poches. « Avec ces 70 poches, on peut disposer de tous les groupes. Mais le problème repose sur les fausses compensations. C'est à dire que l'on peut transfuser du sang O+ et que la famille vient

avec du O-. Ce qui fait qu'il arrive qu'on ait un groupe en plus grande quantité que les autres », précise-t-il.

Selon l'Oms, les statistiques montrent que la Région Africaine doit faire plus pour élargir l'accès à du sang et à des produits sanguins sûrs. « Nous devons relever les défis persistants afin d'assurer un accès durable à du sang et à des produits sanguins sûrs et de qualité garantie pour les patients dans le besoin. Grâce à nos efforts de collaboration, nous devons mobiliser un financement suffisant et durable et

augmenter les taux de don de sang. Nous devons également renforcer la capacité des pays à séparer le sang donné en ses composants tels que les concentrés de globules rouges, les concentrés de plaquettes, le plasma frais congelé et le cryoprécipité, et mettre un terme aux pratiques cliniques de transfusion qui ne répondent pas aux normes », avait lancé la directrice régionale de l'Oms Dre Moeti Matshidiso lors de la journée internationale du don de sang.

Andjouza Abouheir

COVID-19:

Fin des mesures de restriction

Dans un arrêté conjoint des ministres de la santé, du transport et celui de l'intérieur, le gouvernement comorien a levé les mesures frontalières liées à la COVID.

Selon cet arrêté, « les mesures de restrictions, d'entrée et de sortie sur le territoire national, prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 sont levées ».

Un ouf de soulagement pour les voyageurs ! Après trois ans de restriction liée à la COVID-19, le gouvernement comorien annonce la fin des mesures préventives aux frontières. La nouvelle a été entérinée par les autorités com-

pétentes à savoir les ministres de la santé, des transports et celui de l'intérieur dans un arrêté conjoint datant du 26 juin 2023. « Les mesures de restrictions, d'entrée et de sortie sur le territoire national, prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 sont levées », lit-on dans cet arrêté conjoint.

Rappelons que cette décision intervient un mois après que l'Oms ait déclaré le 05 mai dernier la fin de l'urgence de santé publique de portée internationale pour le Covid-19. Les pays ont été appelés à gérer le Covid comme les autres maladies et de renforcer la collaboration sur la recherche des vaccins et traitements. Désormais, les voyageurs n'auront



plus à fournir une preuve de vaccination, ni à subir un test de dépistage avant ou à l'arrivée, une mesure qui pesait semblait anachronique aux yeux de nombreux voyageurs surtout en ce début des grandes

vacances.

Pour mémoire, cette maladie avait fait entre 2020 et 2022 au moins 20 millions de morts dans le monde. Dans le pays, elle emporté 160 personnes depuis son déclenchement. Toutefois, l'Oms recommande de ne pas baisser la garde. « La levée de ce statut est un signe de progrès mais le Covid-19 est toujours présent même s'il ne représente plus une menace », a rappelé le directeur général de la santé de l'Oms. Selon lui, les pays devraient passer du mode d'urgence à la gestion de la covid-19, tout en continuant à surveiller d'autres maladies infectieuses.

Andjouza Abouheir

SECTEUR BANCAIRE

Money Banking, la BDC diversifie ses partenaires

Depuis 2019, la Banque de Développement des Comores ne cesse de diversifier ses gammes de produits et d'élargir ses partenaires pour faire du money banking une réalité aux Comores. Hier, le directeur général de la boîte accompagné des techniciens ont tenu un point de presse pour revenir sur le partenariat avec Money Orange Europe.

"Holo est en train de grandir par la coopération avec d'autres partenaires, tout ça dans le but de servir la population plus particulièrement nos clients » a précisé d'entrée le directeur de la BDC Hassane Azali. Une position partagée par Mohamed Moussa Moudjahid responsable du réseau et de la banque mobile qui a tenu à rappeler le parcours de Holo depuis le début. « Ca fait déjà des années que la BDC a entrepris d'élargir ses gammes de produits et Holo lancé depuis 2019 en fait partie. Il ne cesse de s'agrandir en gagnant des parts de marché et de la clientèle », a clarifié l'un des tauliers de la

boîte.

Au-delà de ce partenariat avec money orange Europe, Holo s'est ouvert à d'autres destinations. « Nous avons des corridors au Sénégal, en Tanzanie, au Kenya et Madagascar pour permettre à nos clients d'effectuer des opérations financières », a-t-il annoncé. Et de continuer : « Ces opérations se feront avec les coûts de transferts

les plus bas de la place. Jusqu'à 100 euros, le frais d'envoi est de 1.99 euros et de 500 à 2000 euros le frais est de 2.99 euro ». Ce partenariat avec Orange Money Europe est le premier du genre dans le pays. « Nous sommes les premiers à lancer le transfert international via le money mobile aux Comores », s'est réjoui Moudjahid.

Autres annonces faites par les

dirigeants de la banque, le lancement de deux nouveaux concepts d'épargne, l'Epargne Confort et Renga Wulipve. « Epargne Confort c'est un contrat qui lie la BDC et son client. Il va permettre au client qui va déposer à partir de 50 000 à 6 000 000 FC de tripler sa mise au bout de 2 ans d'épargne avec un taux de 10% », a déclaré Ahmed Kassim chef d'agence à Moroni.

L'autre nouveauté est le produit Renga Wulipve. « Renga Wulipve va permettre à notre client de pouvoir faire des achats dans n'importe quel commerce avec la garantie de la BDC. La seule condition, est que le salaire de notre client soit domicilié à la BDC », a-t-il conclu.

S'agissant des transactions internationales des gros commerçants, la BDC à travers son partenariat avec Afreximbank facilite et sécurise les opérations en 24h. « La plupart de nos commerçants faisaient ce qu'on appelle du transfert international pour l'achat de leur produit par manque de correspondant. Depuis trois mois, nous avons un partenariat avec Afreximbank (Egypte) avec des transferts qui s'effectuent en 24 heures », a résumé le directeur de la banque. Pour fêter l'Aïd-el Kabir et la fête nationale de l'indépendance, les transferts d'argent vers les Comores via l'application Money Orange seront exemptés de frais d'envoi comme ça été expliqué au court de ce point de presse.



AS Badraoui

ECONOMIE

Pour une gestion des finances publiques efficace et transparente

Pour améliorer la gestion des finances publiques tout en stimulant la croissance économique dans le pays et réduire la pauvreté ainsi que les inégalités sociales, les responsables de la direction générale de la fonction publique, le SUFOP (service universitaire de la formation permanente), et des agents de différentes institutions de l'île de Mohéli se sont réunis à l'EPP de Bangoma, mercredi 21 juin dernier dans une réunion d'échange et de formation. Elle s'inscrit dans le cadre du PAGF (Projet d'Appui à la Gouvernance Financière) aux Comores financé par l'Union Européenne et l'Agence française du développement (AFD) à hauteur de 7 757 009 €.



Formation en gestion des finances publiques à Fomboni.

Dans la troisième composante du PAGF, plus de 50 personnes venues des différentes institutions de l'île ont pris part à un atelier de formation qui s'est tenu à l'EPP de Bangoma le mercredi 21 juin dernier. Elle a mobilisé des hauts responsables de la direction générale de la fonction publique, et ceux du SUFOP. L'objectif est de doter les administrateurs d'État, plus précisément les institutions financières des capacités requises pour mettre en œuvre une gestion des finances publiques efficaces, transparente et évoluant vers les meilleures pratiques internationales.

« La politique du chef de l'Etat est de rehausser l'économie du pays qui est en baisse et qui affecte énormément les produits de première nécessité. Cette formation est une mission du ministère des finances, appuyé par l'Union Européenne à travers l'Agence française de développement pour former ces agents afin qu'ils contribuent à améliorer la croissance économique du pays à travers leurs institutions de travail » a indiqué un responsable du PAGF.

Selon lui, les recettes intérieures

seront plus élevées si la gestion des finances publiques est efficacement améliorée. Ce projet financé par l'Agence française de développement et l'Union européenne à hauteur de 7 757 009 euros vise trois objectifs spécifiques. D'abord il s'agit d'appuyer l'amélioration de la performance de l'administration générale des impôts dans la mobilisation des recettes, puis améliorer la chaîne de dépense à travers un renforcement des fonctions de programmation, d'exécution, de suivi et

de contrôle du budget de l'Etat; et enfin de renforcer les compétences professionnelles des personnels de l'administration des finances publiques à travers la mise en place de filières de formation continue et initiale en finances publiques. Il est à noter également que les agents de l'administration générale des Impôts, et de la douane vont encore bénéficier d'une formation pour le renforcement de leurs capacités.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

Date de publication : : 12 Juin 2023

Date de Clôture : 03 juillet 2023

AAO N°: ODS /2023/ 003

Marché N°: : ODS /2023/ 006

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût de Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent marché d'Acquisition des mobiliers de bureaux et équipements au profit de l'hôpital de pôle de Fombouni à Ngazidja et du centre hospitalier insulaire de Fomboni à Mwali.

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de l'acquisition des mobiliers de bureau et équipements au profit de l'hôpital de pôle de Fombouni à Ngazidja et du centre hospitalier insulaire de Fomboni à Mwali.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion du Projet ODS sis au quartier Oasis à côté du bâtiment DH ou par téléphone au 733 23 41 / 343 86 07 ou via email : saiddjaffar@gmail.com avec copie à passationmarches773@gmail.com et prendre connaissance

de des Documents d'Appel d'Offres à partir du lundi au jeudi de 8 h 00 à 16 h 00 mn h et vendredi de 8 h 00 à 13h 00.

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus ou le télécharger via le site www.afd.dgmarket.com.

Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 03 juillet 2023 à 10 h 00 au siège du Projet sis à Moroni Oasis à côté de DHL. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission de l'Offre pour un montant de sept cent soixante Euros (760 Euros) soit trois cent soixante-treize mille huit cent quatre-vingt-dix francs comoriens (373 890 KMF).

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la Cellule de Gestion du Projet ODS sis à Oasis Moroni à côté du bâtiment DHL, 03 juillet 2023 à 10 h 30.

Les exigences en matière de qualifications sont : précisées dans

a) **Éligibilité** (nationalité, conflit d'intérêts, Éligibilité au financement de l'AFD, Entreprise publique)

b) **Antécédents en matière de non-exécution de marché** (Antécédents de non-exécution de marché, Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité, Litiges en instance)

c) **Situation et Performance Financières** (Capacité financière (ratio de liquidité $\geq 1,1$ & ratio d'endettement $\leq 80\%$) ; Chiffre d'affaires annuel moyen $\geq 100\,000$ Euros)

d) **Expérience** (expérience générale (Avoir un nombre minimum de 3 marchés similaires durant les 5 dernières années) ; expérience spécifique (Disponibilité, à la date limite de soumission des Offres, d'un service après vente (y compris en formation, en entretien et maintenance) et de pièces rechange implanté dans le pays de l'Acheteur depuis au moins 6 mois, pour les Fournitures proposées dans l'Offre))

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

20 ans après sa création, l'université entre dans une nouvelle ère

Les responsables de l'enseignement supérieur se sont réunis du 23 au 24 juin dernier à l'école de médecine de Moroni pour un séminaire interne sur les 20 ans d'existence de l'université des Comores. Il était question de dresser un bilan des activités organisées par l'université, et tracer les perspectives d'avenir de l'université devant être soumis au ministre de l'éducation nationale, aux partenaires de l'éducation et au président de la république.

C'était toute l'administration de l'Université, toutes ses composantes (les facultés et instituts), ainsi que des agents de l'éducation et quelques enseignants chercheurs qui se sont réunis vendredi et samedi dernier pour célébrer les 20 années d'existence de l'université, mais aussi faire un tableau rétrospectif des activités réalisées les années précédentes. C'était aussi

une aubaine pour orienter la réflexion sur les actions futures pour le devenir de l'université. Sur ce point, l'administrateur principal Ibouroi Ali Tabibou montre que l'université incarne l'espoir des jeunes. « Nous avons une lourde tâche à accomplir mais, tous devons être à la hauteur de la mission qui nous est confiée, aussi dure qu'elle soit, déclare-t-il. Et de poursuivre : « C'est une forte opportunité de se retrouver aujourd'hui, au grand complet pour définir le futur de l'université. Se féliciter des progrès accomplis. Mais ce que l'administration va retenir durant ces deux jours de séminaire constituera le socle du développement de l'université pour les prochaines années ».

Depuis 2003 que l'Université des Comores a ouvert ses portes jusqu'à ce jour, on a enregistré 36 423 étudiants diplômés dont 17 003 entre 2018-2022. En collaboration avec des partenaires au développe-

ment a pu financer chaque composante pour palier les difficultés mais aussi adopter des solutions. Une action qui a conduit à l'organisation du séminaire interne, pour que chaque composante puisse définir des pistes de solutions en fonction des contraintes observées pour aller vers un enseignement de qualité. Sur ce plan, le premier administrateur de l'université a rappelé les projets tels que FSPI et PROFI ayant pour but d'améliorer la capacité d'accueil des sites universitaires et de permettre l'ouverture des écoles doctorales à l'université. « L'université renforce sa relation avec l'ambassade de France, à travers le projet FSPI qui appuie la mise en place de l'école doctorale mais surtout renforcer la recherche universitaire. A travers PROFI, l'université connaît des transformations constructives », souligne-t-il.

Pour les perspectives, Ibouroi Ali Tabibou a annoncé qu'en sep-



tembre prochain, l'université se prépare à organiser un événement pour célébrer les 20 ans. « En décembre aussi, on prévoit une conférence devant réunir le monde arabe pour parler des sujets éducatifs. Après le premier semestre du 2024, il sera organisé une conférence internationale à travers l'AUF. La Chine œuvre aussi pour l'ouverture d'un laboratoire de recherches médica-

les. Une connotation à une ouverture de la faculté de médecine », énumère-t-il. L'organisation de ces activités et les solutions adoptées feront l'objet d'un rapport destiné au président de la république, au ministre de l'éducation et aux partenaires au développement.

Kamal Gamal

C'est en tout cas l'esprit de la lettre envoyée par le président du COSIC Mze Mohamed Ibrahim aux présidents des fédérations de Tennis et de Tennis de table le 19 juin dernier. L'incapacité de ces deux fédérations à organiser des élections dans les délais impartis a fini par avoir raison de la patience des membres du Comité Olympique et Sportif des Iles Comores.

"Nous constatons que malgré notre courrier d'information Réf 2023/001/FCT daté du 19 janvier 2023, vous n'avez pas organisé vos assemblées générales électives, conformément à vos statuts » lit-on dans ce courrier adressé aux deux présidents des fédérations citées plus haut. Le but était de leur annoncer la suspension de leurs fédérations faute d'avoir honoré leurs engagements statutaires. Le COSIC, va donc informer vos Fédérations Internationales respectives et le ministère de tutelle et prendre les dispositions nécessaires conformément aux directives précisées ci-dessus. « Tout Bureau Exécutif d'une fédération dont le mandat a expiré depuis plus de trois mois ne sera pas reconnu par le COSIC et sera suspendu de toute activité sportive. Un Comité provisoire de gestion sera mis en place conformément aux statuts de la fédération pour préparer l'Assemblée Générale dans un délai de trente (30) jours.

TENNIS

Le Tennis, sur la voie de la normalisation

Seuls les athlètes seront autorisés et bénéficieront de l'assistance du COSIC ».

Une position que semble partager Me Bahassane. « Le président de la Fédération de Tennis a été élu pour un mandat de quatre ans qui devait prendre fin en février dernier. Ça fait longtemps qu'on a plus de compétitions. En janvier, on devait participer aux jeux des jeunes de l'Afrique de l'Est, on n'a pas pu faute de jeunes, on n'a pas de licenciés. Donc c'est une fédération qui est en crise en ce moment et le président refuse d'organiser l'AGE, donc j'estime que la décision du COSIC de suspendre la fédération va dans le bon sens et qu'il faut mettre une commission indépendante pour gérer provisoirement la fédération et organiser les élections », plaide l'ancien président de la Fédération Comorienne de Tennis.

Une situation inédite qui a contraint donc le COSIC à agir. « Cette situation regret-

table, qui ne répond pas aux principes de bonne gouvernance et surtout aux critères d'éligibilité de membre du COSIC afin de mettre de l'ordre dans le Tennis comorien. A presque deux mois des jeux des îles, les responsables et amateurs de tennis ont donc trente jours pour mettre à niveau leur institution afin de mettre leurs athlètes dans les meilleures dispositions avant les jeux ».

« En réalité, il n'y a pas de fédération. Comment peut-on parler de fédération sans clubs, sans compétitions. Le mieux c'est de mettre cette structure en place, comme ça été fait pour le football pour le Comité de Normalisation afin de mettre sous les bons rails le tennis comorien », a réitéré Me Bahassane Ahmed Saïd. Et ce dernier de continuer : « Ça sera d'ailleurs la bonne occasion pour faire une vraie réconciliation entre tous les acteurs de la balle jaune ». Reste à savoir est-ce que les trente jours proposés par le

COSIC sont suffisants pour gommer toutes les divergences qui existent entre le tennis club, majoritaire et la grillade

« siège de la FCT depuis quatre ans. » Certains pensent qu'avant toute réforme, on doit s'y atteler à la réconcilia-

tion des hommes et après la reconstruction de la Fédération.

ASB





Annnonce de recrutement

Technico-commercial (H/F) Comores - en assurant la cohérence des actions avec l'image du groupe.

Le/la technico-commercial(e) apportera un support technique à notre force de vente. Bras droit du Responsable Commercial, Il/elle sera le (la) garant(e) de la satisfaction client afin d'accompagner notre stratégie commerciale sur le marché en croissance des Comores.

Poste basé à Moroni
Type de contrat: CDI

MISSIONS PRINCIPALES

- Participer à la définition d'une offre commerciale avec des solutions innovantes et anticiper les opportunités commerciales.
- Développer le portefeuille clients en recherchant de nouveaux marchés ou de nouvelles perspectives.
- Prospecter et cibler des prospects ; recueillir et synthétiser d'informations concernant les produits, les marchés (tendance, consommations, concurrence...)
- Etablir un reporting hebdomadaire des actions menées auprès des différents interlocuteurs.
- Suivi permanent de la prestation chez le client (visites, support technique, service après-vente...)
- Visites et entretiens commerciaux auprès d'une clientèle professionnelle.
- Accroître la visibilité du groupe par des plans marketing et communication tout

• Participer au recouvrement client en corrélation avec le service financier.

COMPÉTENCES REQUISES

- Ouverture d'esprit, curiosité et force de persuasion
- Excellent relationnel, qualité d'écoute, bonne présentation
- Connaissance des méthodes et techniques de vente
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Capacité d'adaptation, d'anticipation, prise d'initiative
- Dynamisme, patience et persévérance
- Sens de travail en équipe
- Maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, power point)
- Être capable de communiquer en anglais
- Titulaire du permis de conduire B,
- Licence ou Master en Commerce / Marketing avec une expérience minimum de 2 ans

Si vous êtes prêts à relever ces challenges avec nous, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, ...) au **plus tard le 09 juillet 2023** à l'adresse mail suivante : contactcomores@cementis.io

CEMENTIS Moroni
Ancien aérodrome de Moron



CULTURE

Gombessa Festival, l'heure des derniers réglages

Le Directeur artistique du festival Gombessa Riyadhudine Idrisse a convié les medias dans un point de presse lundi dernier à Moroni. Le but, était de faire l'annonce officielle de la tenue de son festival à partir du 02 juillet dans la ville d'Ikoni. Avec le soutien de l'Etat, le jeune promoteur promet un festival d'une réussite sans précédent.

Pour sa septième édition, le Gombessa Festival se veut novateur et s'inscrire dans la durée. « Le Gombessa Festival issu de Comor'art, est surtout une initiative de Riyadhudine Idrisse qui l'a porté depuis son début jusqu'à ce jour. Son objectif est de valoriser la culture comorienne à travers diverses présentations culturelles », a précisé Ali Mohamed Said qui a pris la parole en premier au moment de présenter le festival auprès des journalistes présents. Ce dernier a aussi vanté les mérites du chef de l'Etat qui a toujours porté ce festival dans son cœur. « En 2014, alors qu'il n'était plus chef de l'Etat, Azali Assoumani était le premier à croire à l'idée de ce festival », a-t-il réitéré.

« Nous avons ouvert nos portes à



tous ceux qui veulent participer à ce grand événement culturel qui va nous permettre de revivifier la culture comorienne » a renchéri le vice-président du festival, Ben Ali Youssouf. Le festival débutera le 1er juillet avec la présence du chef de l'Etat Azali Assoumani à la place Parendraru à 9h du matin. Le même jour, un concours de danses traditionnelles aura lieu toujours à la place Parendraru.

Prévu au départ se tenir au mois de mars, le festival a été reporté pour des raisons que les organisateurs n'ont pas voulu divulguer. A la question de savoir pourquoi le festival se tient à Ikoni, les conférenciers ne vont pas par quatre portes. « Le festival Gombessa se tient à Ikoni, car c'est une façon pour nous de capitaliser les acquis historiques, qui fait d'Ikoni la première ville que le Cœlacanthe (Gombessa) a été

pour la première fois pêché, a rappelé Ali Mohamed Saïd. Nous attendons plus de mille personnes à Ikoni pour l'ouverture du festival ». De la place Parendraru, au célèbre Bishioni en passant par le stade de Basket Fundi Carnet, c'est tout Ikoni qui va vibrer à partir du 1ER juillet au rythme du festival Gombessa.

ASB

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



WORLD BANK GROUP

Operations Officer

Local Term Appointment (Three Years)
Location: Moroni, Comoros

The World Bank Country Office in Comoros is seeking a highly skilled professional with ability to deal sensitively in multi-cultural environments and function effectively in multi-disciplinary teams within a matrix environment to work as Operations Officer based in Moroni.

The Operations Officer (OO) will work directly under the supervision of the Comoros Resident Representative (Res Rep), and the general guidance of the Country Director (CD). S/he will work in close collaboration with the Senior Operations Officers based in Maputo (Mozambique) and Antananarivo (Madagascar), the Operations Manager (based in Maputo, Mozambique), 4 Program Leaders (PLs)/Sector Leaders (SLs) based in Maputo (Mozambique) and with the Country Management Unit (CMU) Senior Operations Officer (based in Washington DC), all of whom support the entire program.

The Key accountabilities of the OO include: (i) Coordinate and lead the quality control of the preparation of a monthly portfolio report. (ii) Monitor and facilitate timely delivery on various milestones during the project cycle, including with respect to project closing and reporting. (iii) Review, and draft comments on Implementation status reports for the Res Rep/CD. (iv) Provide inputs to or prepares diverse operational products/outputs (e.g. country briefings, background reports, case studies and portfolio performance reviews). (v) Work closely and mentor junior/ACS staff on issues of portfolio management and monitoring. (vi) Support the Res Rep and the CD in implementation of the Country Partnership Framework and provide assistance in preparing CPF progress report and completion report, particularly regarding portfolio

implementation. (vii) Support the Res Rep's participation in donor coordination structures. (viii) Contribute to the preparation and delivery of high-level visits to Comoros and WBG-IMF Annual/Spring Meetings, including coordination of meetings with authorities and international partners and preparation of briefing materials.

Selection Criteria and Electronic Applications:

The successful candidate should be a holder of a Masters (MA/MS) degree with at least 5 years relevant experience. A post graduate qualification in finance with a supplementary business administration will be an added advantage. Demonstrated ability to identify and pro-actively solve operational issues and problems. Proven leadership in ensuring the team stays organized and focused, and actively seeks and considers diverse ideas and approaches. For the full position description, complete selection criteria and required competencies, candidates are requested to submit an online application through www.worldbank.org/jobs. Click on Current Openings > Search the Job No#: req23294 (in the Keyword or Req ID box). The World Bank is committed to achieving diversity of gender, race, nationality, culture and educational background. Individuals with disabilities are equally encouraged to apply. Only short-listed candidates will be contacted. Closing date is Thursday 6th July 2023.

Working For a World Free of Poverty